

Arusha, le 15 novembre 2007

Les Détenus du TPIR  
Arusha – Tanzanie

RECEIVED 15 NOV 2007  
0955 hrs UNDA.

Monsieur le Président du Conseil de Sécurité de l'ONU,  
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU,  
Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU,  
Monsieur le Président du TPIR,

**Objet:** Transmission de la Déclaration des accusés et condamnés du TPIR  
énonçant leur statut de prisonniers politiques des Nations unies

Mesdames, Messieurs,

Nous, accusés et condamnés du TPIR signataires de la présente lettre, avons l'honneur de vous transmettre en annexe notre Déclaration énonçant notre statut de prisonniers politiques des Nations unies.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de notre très haute considération.

Les signataires : voir liste des signataires de la Déclaration

Copie pour information:

- Honorables Juges du TPIR (tous) ;
- Monsieur le Greffier du TPIR, à Arusha ;
- Monsieur le Procureur du TPIR, à Arusha ;
- Madame/Monsieur l'Avocat(e) de la Défense (tous) ;
- Monsieur le Président de l'ADAD, à Arusha ;
- Président de l'Union Européenne ;
- Président de l'Union Africaine ;
- Commission des Droits de l'homme, à Genève ;
- Commission Internationale des Juristes, à Genève ;
- Association Américaine des Juristes ;
- Association internationale des Juristes démocrates, New Delhi ;
- Cour Européenne de Justice ;
- Cour Européenne des Droits de l'Homme, à Strasbourg ;
- Cour Africaine des Droits de l'Homme ;
- Amnesty International à Londres ;
- Familles des signataires ;
- Centre de lutte contre l'impunité et l'injustice au Rwanda, à Bruxelles ;
- Forces Démocratiques Unifiées (FDU) ;
- Association Dukomere, à Bruxelles ;
- Avocats sans frontière, à Paris ;
- FIDH, à Paris ;
- Human Rights Watch ;
- La Presse.

## DECLARATION DES ACCUSÉS ET CONDAMNÉS DU TPIR ÉNONÇANT LEUR STATUT DE PRISONNIERS POLITIQUES DES NATIONS UNIES

---

**Nous, accusés et condamnés du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), signataires de la présente déclaration,**

**Ayant constaté** que le Tribunal Pénal International pour le Rwanda a été détourné de sa mission officielle pour se transformer en un instrument politique destiné à protéger les intérêts du Vainqueur dans le conflit rwandais qui a opposé l'agresseur FPR (Front Patriotique Rwandais) fortement appuyé par l'Ouganda, aux institutions légitimes de la République et au peuple rwandais dans son ensemble<sup>1</sup>;

**Fortement préoccupés** par la politique du TPIR visant manifestement à légitimer l'exclusion des Hutu par le régime du FPR de la reconstruction sociale et économique de notre pays, ainsi qu'à juger et condamner les leaders de la communauté hutu à de longues peines de prison pour consacrer cette exclusion ethnique<sup>2</sup> ;

**Rappelant** la résolution 955 du Conseil de Sécurité<sup>3</sup> portant création du Tribunal Pénal International pour le Rwanda chargé de « *juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de telles violations commises sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1994* »<sup>4</sup> ;

**Notant** que, en créant le TPIR, le Conseil de sécurité avait pour objectif de mettre fin aux crimes qui se commettaient au Rwanda et était résolu à « *prendre des mesures efficaces* » pour que soient engagées « *des poursuites contre les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire* » afin de contribuer ainsi « *au processus de réconciliation nationale ainsi qu'au rétablissement et au maintien de la paix* » ;

**Relevant** que la décision du Conseil de Sécurité de créer le TPIR s'appuie, surtout, sur le rapport préliminaire de la Commission d'Experts « *sur les violations du droit international humanitaire au Rwanda* »<sup>5</sup>, complété, par après, par le rapport définitif<sup>6</sup> ;

---

<sup>1</sup> Le Rwanda a été victime d'une agression extérieure à partir de l'Ouganda avec l'appui massif de ce pays sans que cela suscite la condamnation ferme de la Communauté Internationale. En effet, comme l'Ouganda était utilisé par certaines puissances pour servir leurs intérêts stratégiques dans la région, la Communauté internationale n'a pas osé faire pression sur ce pays pour mettre fin à la guerre imposée inutilement au peuple rwandais, ce qu'a regretté Herman J. Cohen, ancien Sous-Secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires Africaines, dans son livre intitulé *Intervening in Africa - Superpower Peacekeeping in a Troubled Continent*. Pire, le TPIR a dressé un constat judiciaire disant qu'il s'agissait d'un conflit à caractère interne plutôt qu'international dans le but de protéger les acteurs extérieurs puissants dans ce conflit.

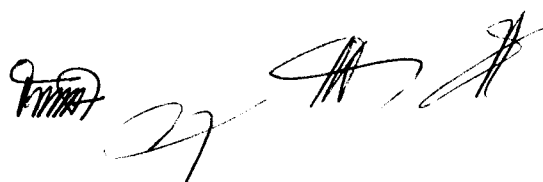
<sup>2</sup> International Crisis Group (ICG), Rapport Afrique N° 30 du 7 juin 2001, p. 2 et particulièrement à la page 9 où il est dit : « À l'état actuel, il [TPIR] contribue à renforcer l'autorité du pouvoir de Kigali. En traquant les têtes du régime déchu, le TPIR les écarte de toute prétention à exercer un jour un rôle politique au Rwanda ».

<sup>3</sup> S/RES/955 (1994) du 8 novembre 1994.

<sup>4</sup> Article premier du Statut du TPIR adopté comme Annexe de la Résolution 955 du 8 novembre 1994.

<sup>5</sup> Rapport transmis au Conseil de Sécurité par le Secrétaire général des Nations Unies par sa lettre du 1<sup>er</sup> octobre 1994 (Doc. S/1994/1125).

<sup>6</sup> Doc. S/1994/1405 du 9 décembre 1994.



**Prenant note** que, dans ce rapport final, la Commission reconnaît que des personnes appartenant aux deux parties au conflit « *ont commis des violations graves contre le droit international humanitaire* »<sup>7</sup>. La Commission reconnaît, en particulier, qu'« *il y avait de sérieuses raisons de conclure que des éléments Tutsis s'étaient livrés à des massacres, des exécutions sommaires, des violations du droit international humanitaire à l'égard des Hutus...* »<sup>8</sup> et « *recommande que l'enquête sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme attribués au Front Patriotique Rwandais soit poursuivie par le Procureur du Tribunal Pénal International pour le Rwanda* »<sup>9</sup>, ce y compris l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana<sup>10</sup> qui a déclenché le drame ;

**Notant en outre**, que le Conseil de Sécurité a tenu compte de ce rapport qui met en cause les deux parties au conflit, pour décider de l'établissement du Siège du TPIR en un lieu autre que le Rwanda, en l'occurrence, dans la ville d'Arusha, en Tanzanie, afin de garantir l'impartialité et l'objectivité du Tribunal<sup>11</sup> ;

**Conscients du fait** que les Rwandais de tous bords, épris de paix et de justice, y compris ceux qui ont fui leur pays à la suite de la prise du pouvoir par les armes par le FPR, ont soutenu l'idée de création d'un Tribunal international, sous l'égide des Nations Unies, chargé de faire des enquêtes impartiales pour établir la vérité sur le drame rwandais, identifier, sans parti pris, les responsables des crimes commis, y compris ceux qui ont perpétré l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana, et procéder à leur poursuite en justice ;

**Constatant** que le TPIR a fortement déçu les attentes du peuple rwandais et les membres de la Communauté internationale réellement attachés à la justice équitable, au retour d'une paix durable et à la réconciliation nationale au Rwanda, notamment par les actions, omissions ou décisions suivantes :

- La non-prise en compte de la guerre déclenchée par le FPR à partir de l'Ouganda, de sa stratégie de déstabilisation du pays menée depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1990 et surtout de l'attentat qu'il a perpétré contre l'avion du Président Habyarimana le 6 avril 1994 et sa reprise des hostilités immédiatement après cet assassinat en violation des accords d'Arusha;
- Le fait que le Procureur du TPIR a ignoré ces faits sans lesquels, de l'avis de tout observateur sérieux, la tragédie rwandaise n'aurait pas eu lieu ;
- Le fait pour le Procureur du TPIR d'avoir catégoriquement refusé de poursuivre et de finaliser les enquêtes sur l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana après avoir pris connaissance, en mai 1997, du rapport de son enquêteur Michael Hourigan désignant le Général Kagame comme l'auteur de cet attentat et d'avoir prétendu depuis lors que cet attentat ne rentre pas dans le mandat du Tribunal et/ou qu'il n'a aucun lien avec les massacres qu'il a pourtant déclenchés, tout en maintenant sa fallacieuse thèse de planification du « génocide des Tutsi » par les Hutu<sup>12</sup>;

<sup>7</sup> Doc. S/1994/1405 du 9 décembre 1994, §§ 181-182.

<sup>8</sup> Ibid., §§ 95 ; 186.

<sup>9</sup> Ibid. §§ 100 ; 186.

<sup>10</sup> Le Conseil de Sécurité a demandé à plusieurs reprises au Secrétaire général de collecter des informations sur la responsabilité dans la mort des Présidents du Burundi et du Rwanda et de lui en faire rapport (Déclaration du Président du Conseil de Sécurité-S/PRST/1994/16 du 7 avril 1994; Résolutions : S/RES/912 (1994) du 21 avril 1994 ; S/RES/918 (1994) du 17 mai 1994.

<sup>11</sup> Doc. S/1995/134 du 13 février 1995, §§ 42-43.

<sup>12</sup> Au sujet de ce refus et sa nouvelle thèse relativement au mandat du Tribunal sur l'attentat, voir le Rapport de M. Michael Hourigan, enquêteur du Tribunal, daté du 1<sup>er</sup> août 1997, déposé, entre autres, dans l'affaire dit Militaire I, sous la côte DB247, et son témoignage dans la même affaire versé au dossier sous la côte DNT365. Le Procureur soutient, depuis 1997, cette thèse non

- Le fait que, par cette décision, le Bureau du Procureur ne veut pas que le monde sache que le FPR n'est pas le sauveur des Tutsi tel qu'il a été présenté par les médias manipulés, car si Kagame et le FPR étaient « *déclarés coupables d'avoir déclenché les événements de 1994, le récit manichéen concernant les diables Hutu génocidaires et les victimes Tutsi innocentes serait remis en question* »<sup>13</sup> ;
- Le fait qu'au contraire, il s'est ingénié à chercher, même en les fabriquant en complicité avec le FPR, des éléments pour faire condamner les personnes choisies arbitrairement comme des échantillons représentatifs des catégories socioprofessionnelles et politiques dans le camp des vaincus<sup>14</sup> tandis que les jugements des Chambres ne se préoccupent guère de l'établissement de la vérité, d'où le risque très élevé de condamnation de personnes innocentes;
- L'absence d'indépendance et d'impartialité de la part du Tribunal qui se reflète dans bon nombre de décisions manifestement partisans et dirigées contre les Hutu comparaisant devant le TPIR<sup>15</sup> et le refus de traduire en justice les leaders et les militaires du FPR responsables de crimes contre le droit international humanitaire conformément au Statut du TPIR ;
- Le complot entre le Procureur et le régime du FPR visant à faire transférer au Rwanda des accusés du TPIR pour qu'ils soient jugés par les juridictions de ce régime dont les dirigeants sont pourtant responsables de crimes graves contre le droit international humanitaire<sup>16</sup> ;
- Des manœuvres des responsables du TPIR visant à remettre les condamnés de ce tribunal à ce régime dont les responsables doivent plutôt être traduits devant cette institution<sup>17</sup> ;

**Considérant** que le Conseil de Sécurité, au lieu de veiller à ce que les personnes responsables de crimes graves contre le droit international humanitaire au sein du FPR soient arrêtées et traduites en justice, en application de ses Résolutions 1503 du 28 août 2003 et 1534 du 26 mars 2004, a plutôt confirmé, par sa Résolution 1774 du 14 septembre 2007, la clôture des procédures, au niveau de première instance, avec l'année 2008;

**Prenant note** de la confirmation, par des sources crédibles dont des agents du Bureau du Procureur du TPIR, des manipulations du Tribunal par l'administration américaine et le

---

fondée au prétoire et en dehors de celui-ci, tandis que les Chambres ont rejeté systématiquement les requêtes de la Défense aux fins d'enquête sur l'assassinat du Président Habyarimana. Par contre, en réaction à l'ordonnance du Juge français Jean Louis Bruguière, datée du 17 novembre 2006, contre les membres du FPR pour leur responsabilité dans l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana, l'ancien Procureur Richard Goldstone a soutenu avec raison, dans un Journal Danois du 10 décembre 2006 (Berlingske Tidende-National), que cet attentat rentre bel et bien dans le mandat du Tribunal [le Statut du Tribunal est suffisamment clair à ce sujet en ses Articles 1 et 4]. Bien que l'enquête du Juge Bruguière soit sérieuse et fouillée, M. O'Donnell, Greffier Adjoint et porte parole du TPIR a, par sa déclaration du 23 novembre 2006, récusé ses conclusions, démontrant encore une fois la mauvaise foi du Tribunal. Concernant sa thèse de « planification du génocide des Tutsi par les Hutu », le Procureur n'en a pas, jusqu'à ce jour, apporté la preuve.

<sup>13</sup> Voir l'article de Steven Da Silva daté du 1<sup>er</sup> juin 2007. Même la Procureure Carla Del Ponte a déclaré, dans son interview publiée dans le Journal Aktuel du 17 Avril 2000, que « *If it is the RPF that shot down the plane, the history of genocide must be rewritten* ».

<sup>14</sup> Voir liste annexée à notre lettre du 31 octobre 2005 dénonçant la justice internationale discriminatoire et à deux vitesses.

<sup>15</sup> Révision, le 31 mars 2000, de l'arrêt du 3 novembre 1999 portant libération de Jean-Bosco Barayagwiza à la suite des pressions sur le Tribunal et ses juges ; La Décision de la Chambre d'appel du 16 juin 2006 dans l'affaire Karemera et al (ICTR-98-44-T) relative au constat judiciaire sur le génocide alors que cette question fondamentale faisait toujours l'objet de débats devant les Chambres. Ce sont là des exemples éloquents parmi tant d'autres que nous avons évoqués surtout dans notre lettre du 31 octobre 2005 dénonçant la justice internationale discriminatoire et à deux vitesses.

<sup>16</sup> Requête du Procureur datée du 11 juin 2007 demandant le transfert au Rwanda de l'affaire de M. Fulgence Kayishema, un accusé non encore arrêté ; requêtes du Procureur datées du 7 septembre 2007 demandant le transfert au Rwanda des affaires des accusés Gaspard Kanyarukiga, Ildephonse Hategekimana et Yusuf Munyakazi.

<sup>17</sup> Voir lettres des détenus datées du: 10/06/2002 ; 16/02/2004 ; 29/03/2004 ; 24/05/2004 ; 14/06/2004 ; 04/07/2004 ; 15/07/2004 ; 19/09/2004 ; 19/02/2005 ; 03/04/2006 ; 10/1/2007 ; 23/01/2007 ; 28/03/2007 ; 21/06/2007 ; 06/08/2007 et 05/10/2007.

gouvernement britannique pour soustraire les membres du FPR des poursuites pour les crimes commis pendant la période de compétence du TPIR, y compris l'assassinat du Président Juvénal Habyarimana<sup>18</sup> ;

**Attendu** que les dirigeants des Nations Unies et les responsables du Tribunal sont restés sourds à nos appels<sup>19</sup> et à ceux des personnes morales et physiques à travers le monde sur le respect des missions officielles du TPIR inscrites dans la Résolution 955 du 8 novembre 1994<sup>20</sup>, à savoir : 1) faire des investigations sur tous les crimes graves contre le droit international humanitaire; 2) poursuivre toutes les personnes responsables de tels crimes ; 3) contribuer à la réconciliation nationale ;

**Après avoir constaté** que le TPIR n'a rempli aucune de ses missions, mais a plutôt été détourné pour servir d'instrument de la politique extérieure de certaines puissances, membres du Conseil de Sécurité et pour renforcer la dictature militaire établie au Rwanda par le FPR en excluant la communauté hutu du pouvoir, notamment, au moyen d'une culpabilisation collective et d'une justice inique fondée sur l'appartenance ethnique ;

**Fermement convaincus** du fait que le TPIR a opéré délibérément et de façon arbitraire des arrestations uniquement parmi les membres du groupe ethnique hutu dans l'optique politique précis de présenter les Hutu comme les seuls responsables de la tragédie de 1994 et de couvrir ainsi les crimes du FPR<sup>21</sup> ;

**Estimons** que le TPIR nous a emprisonnés avant tout pour des motifs d'ordre politique. De ce fait, nous sommes des **PRISONNIERS POLITIQUES de l'Organisation des Nations Unies**. En conséquence, nous allons désormais agir en tant que tels notamment en dénonçant devant l'opinion publique internationale l'iniquité des procès et des jugements rendus par ce Tribunal sous le contrôle des criminels du FPR et de ses puissants sponsors, avec pour mission réelle mais inavouée d'imposer la justice du Vainqueur.

<sup>18</sup> Voir notamment : le témoignage de Michaël Hourigan dans l'affaire Militaire I enregistré sous la côte DNT365 ; Madame Florence Hartmann, ancienne porte-parole de la Procureure Carla Del Ponte, dans son livre intitulé *Paix et châtement; les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales* (Paris, Flammarion, 10 septembre 2007), particulièrement dans les pages 262 à 275 et L'Agence de Presse Hirondelle du 7 septembre 2007. Tous ces éléments sont repris dans notre lettre du 05 octobre 2007 et dans la lettre ouverte du Professeur Erlinder adressée au Conseil de Sécurité le 26 mars 2007.

<sup>19</sup> Voir les lettres des détenus du TPIR adressées aux autorités des Nations Unies et du TPIR, notamment en date des : 14/09/1998 ; 28/10/1998 ; 19/04/1999 ; 03/06/1999 ; 09/08/1999 ; 18/10/1999 ; 12/09/1999 ; 30/11/1999 ; 17/01/2000 ; 08/03/2000 ; 20/03/2000 ; 05/04/2000 ; 12/06/2000 ; 24/10/2000 ; 15/12/2000 ; 28/05/2001 ; 13/12/2001 ; 12/03/2002 ; 10/06/2002 ; 12/08/2003 ; 16/02/2004 ; 29/03/2004 ; 14/06/2004 ; 04/07/2004 ; 14/01/2005 ; 19/02/2005 ; 03/06/2005 ; 25/06/2006 ; 10/01/2007 ; 23/01/2007 ; 28/03/2007 ; 08/07/2007 ; 14/07/2007 ; 06/08/2007 ; 05/10/2007.

<sup>20</sup> Entre autres : Amnesty International, Association Internationale des Juristes Démocrates (IADL), Professeur Filip Reyntjens, le Juge français Jean Louis Bruguière, Juan Carrero Saralegui, Forces Démocratiques Unifiées (FDU), International Crisis Group (ICG), Centre de Lutte contre l'Impunité au Rwanda, la Congressiste américaine Cynthia McKinney, Mme Marie-Roger Biloa, Robin Philpot, Charles ONANA, Edouard Herman, Steven Da Silva, Victoire Ingabire, Déo Mushayidi, Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs. Il faut particulièrement signaler la lettre du 7 août 2003 destinée au Conseil de Sécurité des Nations Unies, signée, à la suite de l'éloignement de Mme Carla Del Ponte du TPIR pour l'empêcher d'inculper des militaires du FPR, par les personnalités suivantes: **Sidiki Kaba**, Président de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme ; **Mike Posner**, Executive Director of Lawyers Committee for Human Rights ; **Kenneth Roth**, Executive Director of Human Rights Watch ; **Alioune Tine**, Secrétaire-Général de la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme. Ces personnalités ont demandé au Conseil de Sécurité de « *veiller à ce qu'aucun changement ne sape les efforts du TPIR de poursuivre les accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité contre les membres de l'armée patriotique rwandaise (RPA)*. »

<sup>21</sup> Certains accusés devant le TPIR ont été arrêtés sans actes d'accusation et ont dû les attendre en prison pendant plusieurs mois ; d'autres ont vu leurs actes d'accusation modifiés à plusieurs reprises avant et/ou pendant les procès parce que le Procureur manquait de charges précises à leur encontre.

**Affirmons** que nous n'avons aucune intention de fuir la justice. Au contraire, nous réclamons haut et fort le rétablissement de la vérité et une justice équitable, conditions nécessaires pour arriver à la réconciliation du peuple rwandais.

**Dénonçons**, avec la plus grande énergie, l'orientation politique manifeste du Tribunal et sa transformation en un Tribunal du Vainqueur, le FPR, et la culpabilisation collective et arbitraire de la communauté hutue, ce qui a exacerbé les rancœurs entre Tutsi et Hutu alors que le Tribunal était chargé de contribuer à leur réconciliation.

**Invitons instamment** les autorités de l'Organisation des Nations Unies, particulièrement, les membres du Conseil de Sécurité, à faire une analyse objective de l'action judiciaire du TPIR en rapport avec ses missions officielles pour reconnaître que ce Tribunal a échoué dans son objectif premier d'établir la vérité, de rendre une justice équitable, de combattre l'impunité et de réconcilier le peuple rwandais.

**Demandons** à ces autorités de l'ONU:

- 1) De prolonger le mandat du TPIR au lieu de procéder à sa fermeture avec un bilan aussi catastrophique et d'envisager de mener les procès en cours en tenant compte des nouveaux éléments qui, manifestement, mettent en cause les jugements et toute la stratégie de l'Accusation fondée sur des données fausses ou partiales concernant le drame rwandais;
- 2) De veiller à ce que le TPIR mette à la disposition des condamnés les facilités nécessaires en vue de la préparation des demandes en révision de leurs jugements sur base de ces nouveaux éléments ;
- 3) D'appeler le TPIR à procéder, sans plus tarder, à l'inculpation et à l'arrestation du Général Paul Kagame et ses collaborateurs, accusés de crimes graves contre le droit international humanitaire ;
- 4) De garantir le respect strict des missions du TPIR telles qu'inscrites dans la Résolution 955 du 8 novembre 1994, et de veiller à son indépendance et à son impartialité;
- 5) De faire avorter le complot visant à transférer les accusés et condamnés du TPIR au Rwanda et d'intervenir plutôt énergiquement pour que les dizaines de milliers de gens qui croupissent dans les prisons mouroirs de ce pays puissent jouir des conditions de détention humaines et bénéficier d'une justice équitable<sup>22</sup> et pour que cessent les nombreuses arrestations arbitraires et détentions sans dossiers ainsi que les exécutions extrajudiciaires de prisonniers et disparitions mystérieuses de personnes ;
- 6) D'intervenir pour faire cesser la traque et les arrestations arbitraires et discriminatoires contre les Hutus en exil qui sont faites sur base de listes sauvages établies par le régime FPR dont le sinistre dessein est de faire taire toute contestation politique contre la dictature installée au Rwanda, voire même, anéantir les Hutu.

**Prions** tous les Rwandais, particulièrement les organisations des Rwandais en exil, les organisations internationales et toutes les personnes éprises de justice équitable, de nous aider à faire entendre notre voix pour faire triompher la Vérité et la Justice, seules conditions pour ramener la paix et favoriser la réconciliation, la démocratie et le développement harmonieux du peuple rwandais.

**Fait à Arusha, le 15 novembre 2007**

Les Signataires (voir en annexe)

<sup>22</sup> La même intervention est requise en faveur de ceux qui sont jugés devant les juridictions Gacaca. Ils font face à une politique de dénonciation arbitraire imposée par le régime FPR, sont abandonnés à eux-mêmes, sans avocats et encourent de lourdes peines.

**Liste des signataires de la Déclaration du 15 novembre 2007 énonçant leur statut de Prisonniers Politiques des Nations Unies**

1. BARAYAGWIZA Jean Bosco
2. BIKINDI Simon
3. BIZIMUNGU Augustin
4. GACUMBITSI Sylvestre
5. GATETE Jean Baptiste
6. HATEGEKIMANA Ildephonse
7. IMANISHIMWE Samuel
8. KABILIGI Gratien
9. KAJELIJELI Juvénal
10. KAREMERA Edouard
11. KARERA François
12. KALIMANZIRA Callixte
13. MUHIMANA Mika
14. MUNYAKAZI Yusuf
15. NAHIMANA Ferdinand
16. NCHAMIHIGO Siméon
17. NDINDILYIMANA Augustin
18. NGIRUMPATSE Matthieu
19. NIYITEGEKA Eliezer
20. NSENGIYUMVA Anatole
21. NTABAKUZE Aloys
22. NTAHOBARI Shalom Arsène
23. NYIRAMASUHUKE Pauline
24. NZIRORERA Joseph
25. RENZAHO Tharcisse
26. RUTAGANDA Georges
27. SAGAHUTU Innocent
28. SEMANZA Laurent
29. SETAKO Ephrem
30. SIMBA Aloys
31. ZIGIRANYIRAZO Protais

Arusha, 15 November 2007

ICTR Detainees  
Arusha – Tanzania

The UN Security Council President,  
Members of the UN Security Council,  
The UN Secretary General,  
The ICTR President,

**Objet:** Transmission of the Declaration of the ICTR accused and convicted persons declaring their status of "Political Prisoners of United Nations"

Your Excellencies,  
Ladies and Gentlemen,


We, the ICTR accused and convicted persons signatories to the present letter, have the honor to forward to you hereby attached a Declaration stating our status of Political Prisoners of United Nations.

Sincerely yours.

The signatories: see the list of the signatories of the Declaration

copy to:

- The ICTR Judges (all);
- The ICTR Registrar, Arusha;
- The ICTR Prosecutor, Arusha;
- Defense Lawyers (all);
- ADAD President, Arusha;
- The President of the European Union;
- The President of the African Union;
- Commission for Human Rights, Geneva;
- International Commission of Jurists, Geneva.
- American Association of Jurists;
- International Association of Democratic Jurists, New Delhi.
- European Court of Justice;
- European Court for Human Rights, Strasbourg;
- African Court for Human Rights;
- Center fighting against Impunity and Injustice in Rwanda, Brussels;
- FDU (Forces Démocratiques Unifiées);
- Dukomere Association, Brussels;
- Families of the signatories;
- Amnesty International, London;
- Lawyers without borders, Paris;
- FDIH, Paris;
- Human Rights Watch;
- The press.



# DECLARATION OF THE ACCUSED AND CONVICTED OF THE INTERNATIONAL CRIMINAL TRIBUNAL FOR RWANDA (ICTR) STATING THEIR STATUS OF POLITICAL PRISONERS OF THE UNITED NATIONS

---

We, the accused and convicted persons of the International Criminal Tribunal for Rwanda, signatories to the present Declaration,

**Having noted** that the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR) was diverted from its official mission to become a political instrument intended to protect the interests of the Victor in the Rwandan conflict which opposed the invading RPF (Rwandan Patriotic Front), heavily supported by Uganda, to the legitimate institutions of the Republic of Rwanda and to the Rwandan people in general<sup>1</sup>;

**Deeply concerned** with the ICTR policy obviously aimed at legitimizing the exclusion of Hutus by the RPF regime from the social and economic reconstruction of our country, as well as, at judging and convicting the leaders of the Hutu community to long prison sentences in order to establish that ethnic exclusion<sup>2</sup>;

**Recalling** the Security Council Resolution 955<sup>3</sup> on the creation of the International Criminal Tribunal for Rwanda with the mission *"to prosecute persons responsible for serious violations of international humanitarian law committed in the territory of Rwanda and Rwandan citizens responsible for such violations committed in the territory of neighboring States between 1 January 1994 and 31 December 1994, in accordance with the provisions of the present Statute"*<sup>4</sup>;

**Noting** that when creating the ICTR, the Security Council had the objective to put an end to crimes which were being committed in Rwanda and was determined *"to take effective measures" for "the prosecution of persons responsible for serious violations of international humanitarian law"* in order to contribute to *"the process of national reconciliation and to the restoration and maintenance of peace"* »;

**Recalling** that the Security Council decision to establish the ICTR was mainly founded on the preliminary report of the Commission of Experts *"on the violations of the international humanitarian law in Rwanda"*<sup>5</sup>, completed thereafter by the final report<sup>6</sup>;

---

<sup>1</sup> Rwanda was victim of external aggression from Uganda with massive support from that country without sparking off any firm condemnation by the international community. Indeed, since Uganda was used by certain powerful countries to serve their strategic interests in the region, the international community did not dare to put pressure on that country in order to put an end to the war imposed needlessly on the Rwandan people, what regretted Mr. Herman J. Cohen, former US Under Secretary of State in charge of Africa, in his book titled *Intervening in Africa – Superpower Peacekeeping in a Troubled Continent*. Worse, the ICTR took judicial notice that the conflict was of internal character instead of international in order to protect powerful external actors in the conflict.

<sup>2</sup> International Crisis Group (ICG), in its Report Africa No 30 dated 7 June 2001, p. 2 and particularly on page 9 where it says: *"At the present stage, it [ICTR] contributes to reinforcing the authority of the Kigali regime. By hunting down the leaders of the defeated regime, the ICTR disqualified them from pretending to exercise one day a political role in Rwanda."*

<sup>3</sup> S/RES/955 (1994) on 8 November 1994.

<sup>4</sup> Article 1 of the ICTR Statute adopted as Annex to the Resolution 955 of 8 November 1994.

<sup>5</sup> Report transmitted to the Security Council by the UN Secretary General by his letter on 1st October 1994 (Doc. S/1994/1125).



**Noting** that in that final report, the commission recognized that individuals from both sides to the armed conflict “perpetrated crimes against humanity”<sup>7</sup>. The Commission acknowledged, in particular, that “there exists substantial grounds to conclude that mass assassinations, summary executions, breaches of international humanitarian law and crimes against humanity were also perpetrated by Tutsi elements against Hutu individuals”<sup>8</sup> and “recommends that investigation on violations of international humanitarian law and human rights law attributed to the Rwandan Patriotic Front be continued by the ICTR Prosecutor”<sup>9</sup>, including the attack against the aircraft carrying President Habyarimana<sup>10</sup>, which triggered the tragedy;

**Noting besides** that the Security Council took into account that report which implicates both sides to the conflict, in deciding to establish the seat of the ICTR in a country other than Rwanda, namely, in the town of Arusha, in Tanzania, in order to ensure impartiality and objectivity of the Tribunal<sup>11</sup>;

**Bearing in mind** that Rwandans from all sides, devoted to peace and justice, including those who fled their country following the take over of the country by the RPF by force, supported the idea of creating an international Tribunal under the auspices of the United Nations with a mission to conduct impartial investigations in order to establish the truth about the Rwandan tragedy, identify impartially those responsible for the crimes committed, including those who perpetrated the attack against the President Habyarimana’s aircraft, and proceed to their prosecution;

**Noting** that the ICTR has largely been a disappointment by not living up to the expectations of the Rwandan people and of members of the international community genuinely committed to fair justice, to the return of everlasting peace and to national reconciliation in Rwanda, notably, by way of the following actions, omissions or decisions:

- Not having taken into consideration the war launched by the RPF from Uganda, its strategy of destabilizing the country since 1<sup>st</sup> October 1990 and, especially, the attack perpetrated against President Habyarimana’s plane, on 6 April 1994, as well as the resumption of hostilities by the RPF, immediately thereafter, in violation of the Arusha Agreement;
- The fact that the ICTR Prosecutor has ignored these facts without which, in the view of reliable observers, the Rwandan tragedy would not have occurred;
- The fact that the ICTR Prosecutor categorically refused to continue and finalize investigations on the attack against the aircraft carrying President Habyarimana, after she had been informed, in May 1997, of the report of his investigator, M. Michael Hourigan, pointing to General Kagame as the perpetrator of the attack; the fact that she claimed from then on that the attack was not under the mandate of the Tribunal and/or had no link with the massacres that yet it triggered, maintaining at the same time her fallacious theory of “pre-planned genocide of Tutsis” by Hutus<sup>12</sup>;

---

<sup>6</sup> Doc. S/1994/1405 of 9 December 1994.

<sup>7</sup> Doc. S/1994/1405 on 9 December 1994, §§ 181-182.

<sup>8</sup> Ibid., §§ 95 ; 186.

<sup>9</sup> Ibid. §§ 100 ; 186.

<sup>10</sup> The Security Council requested several times to the Secretary General to collect information about the responsibility in the death of Presidents of Burundi and Rwanda and to report to it (Declaration of the President of the Security Council - S/PRST/1994/16 on 7 April 1994; Resolutions: S/RES/912 (1994) of 21 April 1994; S/RES/918 (1994) of 17 May 1994.

<sup>11</sup> Doc. S/1995/134 of 13 February 1995, §§ 42-43.

<sup>12</sup> Concerning that refusal and his new theory about the ICTR mandate concerning the attack, see Report made by Mr. Michael Hourigan, ICTR investigator, dated 1st August 1997, put into evidence notably in Military I Case as Exhibit DB247, as well as his testimony in the same case put into evidence as Exhibit DNT365. The Prosecutor sustains, since 1997, that fallacious theory within

- The fact that, by that decision, the Prosecutor does not want the world to know that the RPF is not the savior of the Tutsis, as claimed by the manipulated media , since, if Kagame and the RPF “were found guilty of triggering the events of 1994, the Manichean narrative concerning the evil Hutu génocidaires and innocent Tutsi victims would be thrown into question”<sup>13</sup>;
- The fact that, on the contrary, the Office of the Prosecutor actively sought evidence to convict persons chosen arbitrarily as samples representing socio-professional and political categories from the side of the vanquished <sup>14</sup> even by fabricating it in complicity with the RPF, whereas judgments by the Chambers are not at all concerned with establishing the truth; hence, there is a very high risk of having innocent people convicted ;
- The absence of independence and impartiality on the part of the Tribunal which is reflected through several decisions blatantly partial and directed against Hutus appearing before the Tribunal<sup>15</sup>, and the refusal to prosecute RPF members responsible for crimes against international humanitarian law, pursuant to the ICTR Statute;
- The conspiracy between the Prosecutor and the RPF regime to transfer the ICTR accused persons to Rwanda to be tried before jurisdictions of that regime whose leaders are nevertheless responsible of serious crimes against international humanitarian law<sup>16</sup>;
- The maneuvers by the ICTR authorities to hand over ICTR convicted persons to that regime whose leaders must instead be prosecuted before this institution<sup>17</sup>;

**Considering** that the Security Council, instead of making sure that RPF soldiers responsible for serious crimes against international humanitarian law are arrested and prosecuted, in implementation of its Resolutions 1503 of 28 August 2003 and 1534 of 26 March 2004, rather confirmed by its Resolution 1774 of 14 September 2007, the closing of all trial proceedings at the ICTR by the end of 2008;

**Noting** the confirmation, by reliable sources including officials from the Office of the Prosecutor, of the manipulation of the Tribunal by the American Administration and the British Government in

---

and out of the court, whereas ICTR chambers systematically rejected defense motions requesting investigation on the assassination of President Habyarimana. On the contrary, in his reaction to the « *Ordonnance de soit communiqué* » of the French Judge Jean Louis Bruguière, dated 17 November 2006, against RPF members for their implication in the attack against President Habyarimana plane, the former Prosecutor M. Richard Goldstone rightly confirmed in the Danish Daily of 10 December 2006 (Berlingske Tidende-National) that the attack against the President Habyarimana’s plane falls well within the mandate of the Tribunal [the ICTR Statute is sufficiently clear on the subject, in its articles 1 and 4]. Despite the fact that Judge Bruguière’s investigations were serious and well detailed, Mr. O’Donnell, ICTR Deputy Registrar and spokesperson of the Tribunal, rejected his conclusions, confirming, once again, the bad faith of the Tribunal. Concerning his theory of planned genocide of Tutsis by the Hutus, the Prosecutor has not been able, as of today, to prove it.

<sup>13</sup> See the Article of Steven Da Silva dated 1<sup>st</sup> June 2007. Even the Prosecutor Mme Carla Del Ponte declared during her interview made public in *Aktuel Journal* on 17 April 2000 that « *If it is the RPF that shot down the plane, the history of genocide must be rewritten* ».

<sup>14</sup> See the list attached to our letter dated 31 October 2005 denouncing “Two-speed and discriminatory international justice”.

<sup>15</sup> Review, on 31 March 2000, of Appeal’s Decision releasing Jean-Bosco Barayagwiza dated 3 November 1999, following pressure on the Tribunal and its judges; The Appeal’ Decision dated 16 June 2006, in Karemera et al Case (ICTR-98-44-T) about judicial notice of genocide, while this fundamental question was still the subject of debate before the Chambers. These are blatant examples, among others, that we mentioned particularly in our letter denouncing “Double-standard and discriminatory international justice”, dated 31 October 2005.

<sup>16</sup> Prosecutor’s motion for the transfer of M. Fulgence Kayishema, indicted person not yet arrested, dated 11 June 2007 and Prosecutor’s motions to transfer to Rwanda the cases of detainees Yusuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga and Ildephonse Hategekimana .

<sup>17</sup> See detainees letters dated: 10/06/2002 ; 16/02/2004 ; 29/03/2004 ; 24/05/2004 ; 14/06/2004 ; 04/07/2004 ; 15/07/2004 ; 19/09/2004 ; 19/02/2005 ; 03/04/2006 ; 10/1/2007 ; 23/01/2007 ; 28/03/2007 ; 21/06/2007 ; 06/08/2007 et 05/10/2007.

order to shield the RPF from prosecution for the crimes committed during the period that falls within the ICTR jurisdiction, including the assassination of President Habyarimana<sup>18</sup>;

**Considering** that the UN and ICTR authorities turned death ears to our appeals<sup>19</sup> and to the appeals from individuals and associations all over the world in relation to the respect of the official missions of the ICTR as enshrined in Resolution 955 of 8 November 1994<sup>20</sup>, to wit: 1) conduct investigations on all serious crimes against international humanitarian law; 2) prosecute all individuals responsible for such crimes; 3) contribute to national reconciliation;

**Having noted** that the ICTR has not accomplished any of its missions but has instead been diverted in order to serve as an instrument of the foreign policy of certain superpowers, members of the Security Council, and to reinforce the military dictatorship established in Rwanda by the RPF excluding the Hutu community from power, notably, through collective incrimination and iniquitous justice based on ethnicity;

**Strongly convinced** that the ICTR has deliberately and arbitrarily conducted arrests only among members of the Hutu ethnic group with a precise political goal of presenting the Hutus as the sole people responsible for the 1994 tragedy, and thus covering up the crimes committed by the RPF<sup>21</sup>;

**Consider** that the ICTR has put us in prison, first and foremost, for political reasons. On that account, we are **POLITICAL PRISONERS of the United Nations**. Consequently, we are going, henceforth, to act as such, notably, by denouncing before the international public opinion, the unfairness of trials and judgments issued by that Tribunal under the control of RPF criminals and its powerful supporters with the real but undeclared mission of imposing victor's justice;

**Affirm** that we have no intention of running away from justice. On the contrary, we strongly and loudly demand the establishment of the truth and fair justice, which are the required conditions to achieve reconciliation of the Rwandan people;

**Denounce**, in the strongest terms, the blatant political orientation taken by the Tribunal and its transformation into a Tribunal of the victor, namely, the RPF, as well as the collective and arbitrary

<sup>18</sup> See notably: the testimony of Michaël Hourigan in Military I Case put into evidence as DNT365; Madame Florence Hartmann, former spokesperson for the Prosecutor Carla Del Ponte, in her book entitled "*Paix et châtimeur; les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales*" (Paris, Flammarion, 10 September 2007, particularly in pages 262 to 275 and Agence Hirondelle of 7 September 2007). All those elements are mentioned in our letter 05 October 2007 and in the open letter of Prof. Erlinder addressed to the Security Council on 26 March 2007.

<sup>19</sup> See ICTR detainees letters addressed to the UN and ICTR authorities, notably on: 14/09/1998; 28/10/1998; 19/04/1999; 03/06/1999; 09/08/1999; 18/10/1999; 12/09/1999; 30/11/1999; 17/01/2000; 08/03/2000; 20/03/2000; 05/04/2000; 12/06/2000; 24/10/2000; 15/12/2000; 28/05/2001; 13/12/2001; 12/03/2002; 10/06/2002; 12/08/2003; 16/02/2004; 29/03/2004; 14/06/2004; 04/07/2004; 14/01/2005; 19/02/2005; 03/06/2005; 25/06/2006; 10/01/2007; 23/01/2007; 28/03/2007; 08/07/2007; 14/07/2007; 06/08/2007; 05/10/2007.

<sup>20</sup> They include: Amnesty International, Interanational Association of Democratic Lawyers (IADL), Professor Filip Reyntjens, French Judge Jean Louis Bruguière, Juan Carrero Saralegui, Forces Démocratiques unifiées (FDU), International Crisis Group (ICG), Centre de Lutte Contre l'impunité et l'injustice au Rwanda (CLIR), Congresswoman Cynthia McKinney, Mme Marie-Roger Biloa, Robin Philpot, Charles ONANA, Edouard Herman, Steven Da Silva, Victoire Ingabire, Déo Mushayidi, Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs. It is necessary to mention, particularly, the letter dated 7 August 2003, to the Security Council, signed following the removal of Ms Carla Del Ponte from the ICTR, in order to prevent the prosecution of RPF soldiers, by the following personalities: **Sidiki Kaba**, Président de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme; **Mike Posner**, Executive Director of Lawyers Committee for Human Rights; **Kenneth Roth**, Executive Director of Human Rights Watch; **Alioune Tine**, Secrétaire-Général de la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme. Those personalities requested the Security Council to "ensure that any changes do not undermine the ICTR's efforts to prosecute charges of war crimes and crimes against humanity against members of the Rwandan Patriotic Army (RPA)."

<sup>21</sup> Some accused were arrested without any indictment and had to wait in prison for many months to be indicted; others had their indictments modified several times before and/or during the trial because the Prosecutor had no precise charges against them.

incrimination of the Hutu community, which exacerbated resentment between Hutus and Tutsis whereas the Tribunal had instead the mission to contribute to their reconciliation;

**Urge** the UN authorities, particularly, the members of the Security Council, to make an objective assessment of the judicial activity of the ICTR with regard to its official missions, so as to acknowledge that this Tribunal has failed in its most important objective of establishing the truth, administering fair justice, fighting impunity, as well as, reconciling the Rwandan people;

**Request** these UN authorities:

- 1) To extend the mandate of the ICTR instead of shutting it down with such catastrophic assessment and envisage to conduct ongoing proceedings taking into account the new evidence which manifestly question the judgments and the prosecution strategy based on false or partial information with regard to the Rwandan tragedy;
- 2) To make sure that the ICTR put at the disposal of the convicted persons necessary facilities for the preparation of their motions for the review of their judgments on the basis of the new evidence;
- 3) To invite the ICTR to proceed, without delay, with the indictment of General Paul Kagame and his collaborators, accused of crimes against the international humanitarian law;
- 4) To ensure the strict respect of the ICTR missions as enshrined in Resolution 955 of 8 November 1994 and to ensure the independence and impartiality of the Tribunal;
- 5) To abort the conspiracy aimed at transferring to Rwanda ICTR accused and convicted persons and, instead, to intervene strongly in favor of tens of thousands of people rotting in the death prisons of Rwanda so that they can be granted human detention conditions and benefit from fair justice<sup>22</sup>, to put an end to numerous arbitrary arrests and detentions without files, as well as extra judiciary executions of prisoners and mysterious disappearances of persons;
- 6) To intervene in order to put an end to hunting down and to arbitrary and discriminatory arrests of Hutus in exile on the basis of arbitrary lists made by the RPF regime whose awful objective is to silence any political opposition to the dictatorship established in Rwanda and even to annihilate Hutus;

**Request** all Rwandans, particularly, organizations of Rwandans in exile, international organizations and all persons dedicated to fair justice, to help us make our voice understood for the triumph of the truth and justice which constitute the only conditions that will enable the return of peace, promote reconciliation, democracy and harmonious development of the Rwandan people.

**Done at Arusha, 15 November 2007**

The signatories (see attached list)

<sup>22</sup> The same intervention is required in favor of those who are tried before the Gacaca courts. They are facing a policy of arbitrary denunciation imposed by the RPF regime; they do not have lawyers to defend them and risk severe sentences.